

le libertaire 66

Périodique du groupe *Puig antich* - Coordination des Groupes Anarchistes / Mars 2011 N° 14 C/o C.E.S. B.P. 40 233 66002 PERPIGNAN-CEDEX
antich@wanadoo.fr

EDITO « Autre cop » ! Encore une fois, alors que l'hiver se termine et qu'on ne regarde déjà plus le calendrier 2011 comme une nouveauté, nous allons subir une campagne électorale. Mais pour une fois, nous avons un peu de chance: il s'agit des élections dont personne ne se préoccupe. Ces élections qui, dans la démocratie représentative qu'on nous vend à longueur d'année, devrait tenir un rôle primordial: les cantonales, qui vont décider chez nous qui des Bourquistes ou des Alduystes auront l'honneur de se servir dans le département. Mais, comme dit plus haut, et pour être plus clair : (presque) tout le monde s'en fout!



Et nous aussi, d'ailleurs. Car blanc bonnet ou bonnet blanc, on vous le dit depuis de nombreuses décennies, et vous n'êtes pas dupes. Alors, nous direz-vous, pourquoi les anarchistes tiennent-ils tant à partir en guerre à chaque fois que les services de l'Etat dépoussièrent les urnes pour une nouvelle tournée générale? On pourrait vous répondre que c'est un pilier de notre engagement libertaire, que c'est une lutte fondamentale des anarchistes depuis toujours, contre l'Etat qui opprime et contrôle, et pour la liberté, l'autogestion, l'égalité pour chacun, chacune d'entre nous. D'ailleurs, puisque c'est depuis toujours que les anarchistes condamnent le système électoral, vous conviendrez que nous ne le ferons pas mieux que les illustres anarchistes du début du XX^{ème} siècle, comme Sébastien Faure qui disait déjà:

Non, l'Etat ce n'est pas nous, ni pour nous : c'est contre nous.

*Editions Le Cavalier Bleu, collection « Idées reçues ». P. Pelletier a présenté son livre à la Librairie Infos en décembre dernier, et on l'a toujours en rayon!

« La période électorale s'ouvre: drame, comédie, vaudeville, bouffonnerie, farce, pantomime, tous les genres, du tragique au burlesque, s'y donnent rendez-vous et s'y rencontrent, associés, confondus. (...) La majorité des suffrages ne consacre ni la valeur morale, ni la supériorité intellectuelle, ni la Justice, ni la Raison. On serait autorisé à dire que c'est plutôt le contraire. »

Voilà, tout est dit ou presque avec ces trois phrases. Oui mais alors quoi ? Nous entendons déjà la rengaine, certes légitime, à laquelle nous sommes tant habitués : « Qu'est-ce que vous proposez, alors, les anarchistes ? » On aurait tendance à répondre en deux étapes, comme le fait Philippe Pelletier dans son très bon **L'Anarchisme***: « Prends-toi d'abord en main, regarde autour de toi et vois ce qu'il y a à faire, nous n'avons rien à te dicter. » Puis, organise-toi. « Sans individus conscients et responsables, rien n'est possible. Sans organisation respectueuse de la liberté, rien n'est valable. »

Le voilà, le programme tant attendu de l'Anarchisme, des Anarchistes, et donc le nôtre: se prendre en main. Certains qui refusent de se laisser commander et diriger par leur patron, leurs collègues, leurs proches - quitte parfois à s'enfermer dans un individualisme forcené - acceptent malgré tout et vantent même parfois les mérites de la plus importante chaîne de commandement qui nous frappe tous de plein fouet : l'Etat.

L'Etat qui décide malgré nous d'interdire, à des gens qui en ont fait le choix, de vivre dans des habitats alternatifs. L'Etat qui envoie devant les tribunaux des syndicalistes, des militants qui ont eu le tort de se mettre en grève et de refuser de cracher leur ADN. L'Etat qui, toujours malgré nous et en notre nom, soutient les régimes dictatoriaux partout dans le monde, et ce alors même que les populations se révoltent. Et nous ne citons ici que quelques exemples d'actualité, qui nous montrent simplement de quel côté se trouve l'Etat.

Pierre G.P.A.

AUTOUR DE LA MEDITERRANEE : Quand les peuples se révoltent...

L'année 2011 nous a fourni, dès son entame, un cortège de révoltes et/ ou révolutions, dans des pays où ne nous les attendions pas.

Les commentateurs se sont empressés de traiter les événements, en Tunisie (hier...) et aujourd'hui l'Egypte et peut être bientôt l'Algérie, en prenant soin de manier le paradoxe.

Tantôt ces événements sont traités sous l'angle des légitimes aspirations des peuples à recouvrer des "libertés", tantôt ils le sont sous l'angle de débordements sinon inacceptables, tout au moins fort critiquables et, dans ce second cas, il est très souvent fait référence à l'**anarchie**.

Ainsi, le gros mot est lancé ! Annoncé ici ou là, rebattu à longueur d'antennes, le spectre de l'anarchie doit prendre dans l'inconscient des lecteurs, auditeurs et/ou téléspectateurs une place suffisamment importante pour venir contrebalancer les pires exactions des flics, des milices étatiques et des militaires, exactions qui perdurent pourtant depuis des décennies en Tunisie, en Egypte, en Algérie et sous de nombreuses autres latitudes...

Les journalistes, les politologues, les historiens, les commentateurs, les politiciens ont été appelés à la rescousse et mis à contribution pour opposer à la barbarie des Etats à une autre barbarie supposée, "**l'anarchie de la rue**".



Manifestations après le départ de Ben Ali...

Ces révoltes seraient sensées perdre leur "boussole démocratique" dès lors qu'elles ne s'aligneraient pas derrière "**les**" concepts en vigueur, concepts qui ont, une fois pour toutes, décidé que les peuples sont incapables de se diriger eux-mêmes, hors des structures (pourtant surannées et inefficaces) dirigées à force de Présidents, de Gouvernants et décideurs : en réalité des bergers qui "*seraient seuls aptes à conduire les troupeaux d'humains...*"

Nous ne serions bonnes et bons qu'à être dirigé-e-s, exploité-e-s, confiné-e-s, tenu-e-s en laisse et notre seul horizon plausible se cantonnerait à une "démocratie représentative", voire "participative"...

En revanche, les idées de **Démocratie directe**, d'**autogestion**, de **gestion directe**, autant de "**gros mots**" dans la bouches des gouvernants et de leurs gardes rapprochées, **gros mots** dénués de sens pour ces usurpateurs assoiffés de "Pouvoir".



Manifestations avant la chute de Moubarak

Pour tous ces autoritaires, l'Alpha et l'Oméga de la vie en société se résument à la manipulation de mots vidés de leur sens, et à la mise en perspective d'une vision unidimensionnelle des rapports entre les individus : la "démocratie" n'est envisagée qu'à partir d'un partage des rôles qui définit une fois pour toutes la place des un-e-s et des autres :

- d'un côté une minorité qui gouverne, qui s'octroie les privilèges, qui décide pour l'ensemble, qui s'auto-définit comme indispensable et qui se perpétue en cooptant les siens dans les travées du Pouvoir...
- de l'autre, la grande majorité des humains qui n'a de choix qu'entre telle équipe ou telle autre, équipe qui, au bout du compte, guidera *Ad vitam aeternam* la multitude et qui décidera de son sort, sans trop se préoccuper de ses aspirations profondes.

La dénonciation des injustices perpétrées en Tunisie, en Egypte, en Algérie et dans la plupart des pays qui siègent à l'ONU, n'est l'apanage que des seuls individus qui n'acceptent pas cette dévolution des rôles des différentes couches de la société, dévolution basée sur des critères de classes.

L'anarchie, qui représente le refus de l'autorité et l'alternative au gouvernement des Hommes par d'autres Hommes, n'a jamais été le chaos, elle ne l'est pas aujourd'hui et ne le sera sûrement pas plus demain.

N'en déplaise à toutes celles et tous ceux, rempli-e-s de certitudes, qui viennent pérorer leurs insanités à longueur d'antennes, l'anarchie et son corollaire **l'anarchisme** représentent une alternative humaine aux situations imposées à la grande majorité de l'Humanité.

En quoi sont-ils plus crédibles, en quoi se pensent-ils plus légitimes que nous, militant-e-s pour la cause de l'anarchisme?

En rien, assurément, car leurs grilles d'analyse ont, une fois pour toutes, défini ce qui est bon et ce qui est mauvais pour le peuple.

Un **Ben Ali**, un **Moubarak**, un **Bouteflika**, un **Khadafi** mais aussi un **Sarkozy**, et nous pourrions en citer des dizaines, des centaines d'autres, tous font partie de la Classe des Gouvernants, des Possédants, des Dirigeants, de ceux qui décident !



Image de la "démocratie" algérienne 12/02/2011

Ce qu'il est admis de critiquer, éventuellement, c'est la façon dont ils se départissent de "leurs tâches" mais jamais de la réalité du Pouvoir, pas plus que du contenu de celui-ci et encore moins de ses modèles.

"**Dictature**" nous disent les médias quand le Pouvoir prend en **Tunisie**, en **Egypte**, en **Algérie** (et là encore la liste est extrêmement longue...), une allure trop barbare. Mais pour qu'ils daignent s'y résoudre, encore faut-il que les Pouvoirs en question mettent le paquet au niveau de la répression. Il faut que des personnes soient **assassinées** lors des émeutes par les policiers et les militaires - tous ces individus qui représentent **l'Ordre** - pour que de bonnes âmes "démocratiques" s'en émeuvent.

Tant que la rue n'entreprend pas de renverser telle ou telle dictature, les gouvernants se satisfont du statu quo ! Une dictature vaut mieux à leurs yeux qu'une expérience auto-gestionnaire qui verrait un peuple se passer des classes dirigeantes !

Les accords économiques, les accords politiques et les accords signés par les gouvernants avant que des événements ne viennent souligner la barbarie de telle ou telle dictature, ne sont-ils pas criants d'indécence, de complicité ? Ne sont-ils pas plus "dégueulasses" que ce que certains appellent "**l'anarchie de la rue**" ?

Nous militant-e-s de la cause libertaire et anarchistes, réfutons à partir des leçons de l'Histoire, les idées toutes faites qui voudraient faire passer le concept de gouvernement des Hommes par des Hommes et le concept d'Etat (quel que soit l'épithète dont il s'affuble: Etat de **Droit**, Etat **social**, Etat **démocratique**, Etat **républicain** ...) comme des moments immuables de l'aventure humaine.

Depuis des lustres, la Monarchie, les Bourgeoisies ici et là, les Républiques, les Etats, y compris le F.M.I., sèment la **terreur "démocratique"**.

- L'URSS, hier, sur son sol et dans les pays de l'Est,

- La Chine avant-hier à Tien an Men,
- Les USA, depuis des lustres, dans les pays d'Amérique latine et sous toutes les latitudes,
- Les démocraties européennes - Angleterre, France, Italie, Allemagne - qui ont à un moment ou à un autre colonisé ou fait régner la "démocratie occidentale",
- Les Etats africains et Latino-américains,
- Israël dans les territoires occupés,
- Les Républiques islamiques,...

la liste est longue de tous ces Etats qui nous offrent le spectacle du chaos social, politique et économique, chaos qui sait s'affubler d'un vernis démocratique.

Et certains voudraient nous faire croire que le chaos est l'apanage de **la rue** ?

Trêve de balivernes, **le chaos est l'œuvre du Pouvoir!**

La Barbarie est l'œuvre des Etats!

La gabegie économique est la conséquence de l'agencement inégalitaire des sociétés humaines!

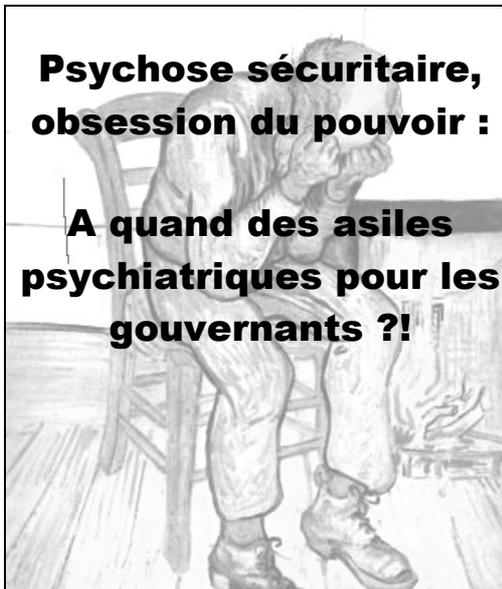
La misère sociale est la conséquence de la division des sociétés en classes!

Le diagnostic est indiscutable et le remède est connu : Nous souhaitons que les peuples s'émancipent et s'autogèrent et qu'ils ne laissent pas à d'autres le soin de les diriger.

Pour cela il y a la **lutte des classes**, **l'anarchisme militant**, **le futur libertaire et fédéraliste**, et un **monde Communiste libertaire** à construire. Cela concerne tous les pays, tous les peuples et doit nous conduire à être solidaires de toutes les révoltes et révolutions qui éclatent ici ou là, en réalisant, chez nous, le même type de révolte afin de nous affranchir définitivement de ces systèmes inégalitaires qui confisquent nos vies, nous les volent et les spolient.

Edi Nobras - 19 février 2011
Groupe Puig Antich





Prisons, asiles, hôpitaux psychiatriques ... De tous temps, les « déviants » de nos sociétés ont été enfermés entre les murs rigides des institutions étatiques. La solution de l'enfermement est à chaque fois privilégiée par les gouvernements, quels qu'ils soient.

L'enfermement psychiatrique, poubelle pour êtres humains inadaptés...

On a tendance à l'oublier, et pourtant bon nombre de lieux d'internement existent, cachés à notre vue et à notre conscience. Actuellement, qui se préoccupe de ces espaces de non-droit que l'on nomme communément « hôpitaux psychiatriques » ?

Car sous le masque du soin et de la sollicitude, se dissimule toute une institution carcérale où les individus dits psychiquement malades sont parqués, enfermés, drogués et bourrés de psychotropes assommants. Et la situation n'est pas prête de changer. Alors que des alternatives à l'enfermement existent, permettant aux malades psychiques de se soigner dans des conditions moins liberticides, plus humaines et donc plus efficaces, l'hôpital psychiatrique tend de plus en plus à se transformer en une prison de seconde catégorie. Une récente réforme, dans la droite lignée des mesures gouvernementales fascisantes, compte bien intensifier l'aspect sécuritaire de l'hôpital psychiatrique au détriment de son aspect sanitaire : garde à vue psychiatrique de 72h (pouvant aller jusqu'à 6 jours), « soins » imposés sans le consentement des patients avec recours éventuel aux forces de l'« ordre », fichier national psychiatrique ... En bref, d'un côté l'État réduit le

budget réservé au soin direct sur les patients, de l'autre il accorde énormément de moyens dans la surveillance des malades.

Pourquoi ce choix visant à isoler les êtres au lieu de leur permettre de se soigner et d'évoluer au contact des autres? Finalement, nous voyons bien que loin de vouloir guérir les individus, l'internement psychiatrique ne cherche qu'à pérenniser un ordre social préétabli, à cimenter un socle sociétal bien particulier.

Le schéma est assez simple, les êtres qui n'ingèrent pas les valeurs morales de ce système libéral, celles et ceux qui n'acceptent pas le stress ambiant, la pression au travail, ce rapport au temps intenable, toutes ces personnes se retrouvent jetées dans les cachots institutionnels, prisons et hôpitaux psychiatriques confondus. Les personnes qui ne parviennent pas à s'adapter, et qui ne correspondent pas au moule de cette société uniformisante, finissent dans les poubelles étatiques, en véritables déchets impropres de l'ultra-libéralisme dominant.



Les fondements de l'enfermement psychiatrique et la question de la déviance

Ainsi, qu'appellent-ils « déviants » ? Qui sont ces fameux « malades mentaux » dont les médias nous parlent tant ? Qui sont ces individus sur lesquels les États et ses sbires jouent afin d'éveiller des sentiments de crainte dans la population? Beaucoup de faits divers liés à de graves troubles psychiques, beaucoup de débordements morbides ponctuent l'actualité à certains moments bien précis, précédant le plus souvent des réformes hospitalières, policières ou juridiques . Ces coups d'éclats médiatiques ne sont là que pour asseoir encore plus la mise en œuvre de réformes sécuritaires et pour accroître un arsenal répressif déjà très conséquent. Et tandis que se développe une paranoïa populaire généralisée, la volonté de comprendre les raisons de ces troubles psychiques

rampe au sol et peine à s'élever. L'individu lambda, bien dans sa routine, bien dans son petit boulot stable, confortablement installé dans sa névrose normative et nourri au grain télévisuel, ne verra dans l'individu déviant qu'un être dangereux. Par contre, pour ce qui est de tenter de comprendre ce qui se trame derrière la notion-même de déviance et pour ce qui est d'essayer de cerner le chemin qui a conduit l'individu malade à devenir ainsi, pas une réflexion.

Personne ne naît psychologiquement « défaillant », on le devient sous l'effet des coups violents que nous assènent cette vie et cet ordre coercitif qui s'impose à nous. Les troubles psychologiques ne sont le plus souvent que la résultante de contextes économiques et sociaux particulièrement insupportables.



Comment rester rationnel et en bonne santé mentale lorsque l'on vit une situation précaire, lorsque l'on connaît une période de chômage durable extrêmement contraignante, une discrimination quotidienne en fonction de sa couleur de peau, de son orientation sexuelle ou encore de ses idées politiques ? Comment ne pas péter les plombs dans cette société immonde, inégalitaire, méprisante et inhumaine ? Dès lors, il convient de s'interroger sur la déviance de nos sociétés, sur la folie de notre hyper-modernité.

Un système politique et économique irrationnel, effrayant et dangereux

Qu'est-ce que la folie ? Qu'est-ce que la déviance ? Entre le travailleur exploité qui sombre dans la démence et le patron qui lui impose des conditions de travail avilissantes, lequel est le plus

irrationnel ? Entre une personne dépressive et ceux qui, jour après jour, bâtissent cette tristesse sociale, lesquels sont les plus fous ?



A nous de nous poser les bonnes questions afin de ne pas tomber dans le piège de l'État et de ceux qui tiennent à nous maintenir entre les murs de leurs doctrines. Finalement, nous avons face à nous un véritable système psychopathe, indifférent à la douleur de millions d'individus, au malheur de celles et ceux qui triment chaque jour pour financer leurs études, leur logement, leur bouffe, en bref leur survie. Nous avons face à nous une machine étatique et libérale qui n'hésite pas à mentir à ses « citoyens » afin de les tenir sous ses serres, qui n'hésite pas à mettre en danger leur santé afin de faire plus de profits. Nous sommes face à tout un système qui met en péril son propre environnement, polluant les écosystèmes, extirpant les ressources naturelles de la terre jusqu'à épuisement.

Pour en finir avec cette folie généralisée, à nous de dégager les structures qui sont causes de la misère, de la pauvreté, de la frustration quotidienne, de la compétition et de l'agressivité permanentes. Mettons à terre l'État, le capital, toutes leurs prisons ainsi que toute cette idéologie violente et malsaine. Soyons cette mauvaise herbe qui, à terme, envahira le terreau liberticide où ne fleurissent que malheur pour le peuple, oppression et domination, prisons et hôpitaux psychiatriques.

Fabien Garino
Groupe Puig Antich

Vive la Révolution au Maghreb et ailleurs...

Tunisie, Algérie, Égypte, etc. Le vent de la révolte et des Révolutions s'est mis à souffler. Malgré les morts, malgré la répression et quelle que soit la suite à venir, ce qui se passe autour de la Méditerranée est réjouissant. La peur a changé de camp, les dictateurs et leurs serviteurs serrent les fesses et c'est tant mieux.

Ce qui s'est passé ces dernières semaines montre que l'ordre établi n'est jamais inéluctable. C'est un formidable message d'espoir pour celles et ceux qui luttent partout dans le monde contre un ordre mondial toujours plus barbare, inégalitaire et violent. Ici c'est la dictature qui met la société en coupe réglée, là c'est la démocratie qui garantit aux possédants le droit de se gaver de profits. Au bout du compte c'est toujours le même résultat : les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent!

Solidarité avec les révoltés de Tunisie, d'Égypte, d'Algérie et d'ailleurs...

L'élément déclencheur de la révolte des classes populaires qui s'exprime dans la rue prend sa source dans le chômage, la misère, le mépris et la répression de l'État, qui défend les privilèges d'une caste. Mais, plus largement, c'est l'aspiration commune à briser l'oppression et à vivre libre qui est le moteur de ces événements !

Les discours des États « démocratiques » cachent mal leur unique volonté : la stabilité des institutions et le maintien des équilibres géopolitiques nécessaires pour la bonne marche de l'économie mondiale. Cela illustre que malgré les oppositions en apparence, les États et les bourgeoisies, lorsqu'ils se sentent menacés, savent être solidaires contre les travailleuses et les travailleurs, contre les classes populaires.

Lutter pour ne pas subir

Cela rend toujours plus nécessaire la lutte commune et la solidarité des exploité-e-s au-delà des frontières. La Coordination des Groupes Anarchistes affirme sa solidarité avec ces révoltes populaires et avec les exploité-e-s de Tunisie, d'Égypte, d'Algérie et d'ailleurs qui se soulèvent.

En Grèce, en Italie, en France, en Espagne et partout dans le monde, les exploité-es n'ont pas d'autre alternative que de lutter pour s'émanciper et pour se libérer des oppressions étatiques, économiques et religieuses.

La peur doit changer de camp ! Révolution Sociale et Libertaire

**Groupe Puig Antich
PERPIGNAN
antich@wanadoo.fr**

CGA
**COORDINATION
DES GROUPES
ANARCHISTES**



"voter" est un acte **illusoire** et **néfaste**...

« c'est un **droit** pour lequel, nous dit-on, certains ont donné leur vie ! »...
Ce que nous pouvons rétorquer, c'est que s'ils l'avaient réellement fait, à coup sûr, ils n'auraient pas donné leur vie pour que des profiteurs, des parasites, voire des escrocs, s'en servent pour tout bloquer et se gaver de privilèges.

Alors que faire ?

« La » politique n'a plus rien à voir avec « le » politique. Les vrais problèmes, les vraies questions ne sont que des prétextes auxquels, dans le meilleur des cas, les politiciens font rapidement allusion, pour ne s'en tenir qu'au *marketing politique* : le look et autres balivernes... Ce qui les intéresse c'est le Pouvoir.

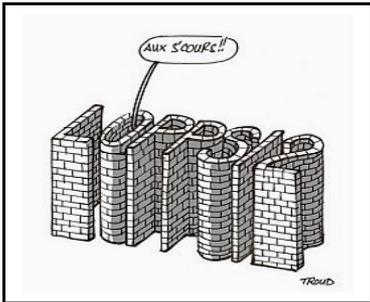
Redécouvrir, réinvestir « le » politique c'est fuir « la » politique, son spectacle et ses dérives...



LOPPSI 2 - *Approfondissement de la guerre de classe*

La Loi d'Orientation et de Programmation pour la Performance et la Sécurité est un « fourre-tout législatif », ce qui rend ce projet de loi à première vue un peu illisible.

Toutefois, l'expérience de plus de vingt années d'escalade sécuritaire avec une succession de lois provenant de la gauche comme de la droite de l'échiquier politique permet de mieux discerner ce qui s'édifie autour de nous.



La LOPPSI2 est une étape supplémentaire dans la construction de politiques de fichage, surveillance, contrôle, répression... Des politiques qui ne visent pas de façon indifférenciée toute la population. Les populations cibles sont les populations pauvres (françaises et étrangères).

Ainsi les pouvoirs du préfet sont renforcés dans le département. Il pourra désormais ordonner un couvre feu pour les moins de treize ans. Est instauré un contrat de responsabilité parentale qui sera « proposé » aux parents « fautifs » dont les enfants seront raflés pendant un couvre feu. C'est au président du Conseil Général qu'est confiée cette responsabilité. En effet, il est un personnage clé dans les politiques de moralisation des pauvres (entre autres au travers de la gestion du RSA...).

On retrouve dans un autre domaine un renforcement considérable des pouvoirs du préfet. Il peut exiger et exécuter l'expulsion en 48 heures des occupants d'habitat « hors norme » (campements, bidonvilles, mobile-homes, maisons sans permis de construire, yourtes, tipis, cabanes...). Outre l'évacuation forcée, le préfet peut enclencher une procédure de référé auprès du Président du TGI pour les détruire.

Cette loi étend aussi les dispositifs de fichage (interconnexion et extension des fichiers) et de vidéo surveillance. Il y a une volonté manifeste du pouvoir de développer la vidéo surveillance et c'est le volontarisme des préfets qui accélèrera désormais cet essor. Les élus locaux, pourtant convertis aux politiques sécuritaires, manquaient-ils de zèle?

Qu'il opte pour la forme centralisée ou décentralisée, l'Etat c'est toujours l'Etat. C'est le même marteau qui frappe mais on en a raccourci ou non le manche (selon la formule consacrée).

Alors, que recherche-t-on au travers du renforcement du pouvoir du préfet en matière sécuritaire ? C'est très probablement l'efficacité dans l'action de l'Etat, et ce sans trop se soucier du maintien d'un vernis démocratique. En effet, « l'Etat démocratique », construit par l'oligarchie, repose, en ce qui concerne la gestion des libertés octroyées, sur quelques principes phares comme par exemple le fait que l'institution judiciaire est gardienne des libertés (art. 66 de la Constitution).

Ainsi, les juges sont évincés de la gestion/répression des mal-logés. Le passage d'une répression judiciaire à une répression administrative (le préfet) est symptomatique d'une recherche d'efficacité. Pour le dire clairement, quand l'oligarchie aboie dans les médias aux ordres, ce ne sont pas des paroles en l'air, ne nous y trompons pas, la LOPPSI 2 est la traduction en actes des discours sécuritaires tenus par le pouvoir central ou par ses relais locaux, à Perpignan comme ailleurs.



Le quotidien des plus pauvres va se durcir car sous la menace d'une expulsion, on pouvait encore « gratter » un peu de temps à l'époque de la seule répression judiciaire.

Il y a quelques temps, un maire dans l'Est de la France, aux prises avec un campement de caravanes avait procédé à l'expulsion illégale des habitants et avait mis le feu tout aussi illégalement à ces caravanes. Ces pratiques sont désormais légalisées.



Il est toujours difficile d'analyser ce qui se déroule en temps réel. Pourtant, c'est un exercice auquel il faut se plier, avec la promesse de revenir plus tard sur quelques assertions un peu hasardeuses. Il semblerait que nous assistions à une accélération de la mise en place d'un Etat sécuritaire. Les signes évoqués plus hauts ne trompent pas. En mobilisant le lexique démocratique, on pourrait dire que nous assistons à une poussée autoritaire de l'Etat français, ou plutôt peut-être à son aggiornamento. Le pouvoir nous présente donc ses nouvelles priorités : un encadrement plus étroit de la population pauvre au moyen d'une plus grande mobilisation technologique et en personnel dont on accroît les prérogatives. Ainsi, la police municipale peut désormais procéder à des contrôles d'identité. Les

milices supplétives de la police sont pérennisées (réserve civile de la police) et même renforcées (création du service volontaire citoyen).

L'exemple tunisien n'a manifestement pas marqué les esprits de nos oligarques : un nouveau délit a été créé, le délit de vente à la sauvette.

Ecrasés par la logique capitaliste, les pauvres parviennent à survivre en s'extrayant du marché locatif et en vivant d'expédients. Avec la LOPPSI 2, l'Etat leur ferme toute possibilité de survie, en criminalisant au passage leurs enfants (couvre-feu, comparution immédiate pour les mineurs...).



Après un examen (non exhaustif) de ce fameux projet de loi, nous pouvons essayer de conclure que malgré les discours sur la citoyenneté dont ces personnels nous abreuvent, l'Etat a institué des étrangers de l'intérieur. L'Etat d'exception qui est mis en place leur est particulièrement destiné avec un droit qui est expurgé des maigres protections dont il était encore porteur.

Une seule alternative se présente à nous, c'est la proposition anarchiste et révolutionnaire pour la construction d'une société humaine et solidaire.

Hodja

**Que se vayan todos !
Nous les y aiderons.**

La terre aux paysans, l'usine à l'ouvrier

Mot d'ordre des kronstadiens en 1921

Aux bords de la Méditerranée, des révoltes populaires viennent de mettre à bas des régimes honnis.

En Tunisie et en Egypte, la rue a fait partir des potentats autoritaires, lesquels officiaient jusque là dans le silence complice de tous les dirigeants de la planète.

Rappelons-nous, il y a 140 années de cela, en mars 1871, la **Commune** (prolétarienne de Paris) finissait dans un bain de sang, et l'immense espoir qu'elle avait suscité se voyait écrasé...

Ironie de l'Histoire, mars 2011 est aussi le 90^{ème} anniversaire de l'écrasement d'une autre authentique révolte populaire contre un Etat "dictatorial et totalitaire".

Hier (...en mars 1921) c'est à **Kronstadt**, une île de la mer Baltique située en face de Pétrograd, qu'une révolte allait éclater contre le régime bolchevique et dictatorial des Lénine, Trotski et Staline...

Le régime des "soviets" des origines, celui désiré par le peuple russe, avait très rapidement (dès décembre 1917) laissé place à un système de parti unique, légitimé au moyen :

- d'une armée de flics dépassant en "exactions" la précédente police tsariste,
- d'une chasse aux sorcières diligentée contre d'authentiques révolutionnaires,
- d'un fonctionnement sans aucun temps mort de tribunaux "d'exception",
- de l'assassinat de milliers d'individus (militants et autres...),
- de l'enferment de masse au goulag,

et le tout agrémenté d'une disette quasi constante et même de périodes de famine. En 1921, près de 5 millions de personnes sont mortes victimes du froid et des privations...

La contre révolution bolchevique

Les partisans d'une société dirigée sur tous les plans par un "État ouvrier" vont s'employer à combattre le projet autogestionnaire porté par les masses populaires. En effet, dès leur arrivée au pouvoir les bolcheviks vont mettre en œuvre leur "fameuse" conception de la dictature du

prolétariat, en réalité la dictature du Parti¹. Les organisations ouvrières sont mises au pas.

En avril 1918, tous les clubs anarchistes à Moscou sont fermés (pris au canon) et 600 militants libertaires sont jetés en prison.

Le renforcement de la discipline et la présence de l'armée à l'intérieur même des usines va provoquer de nombreux meetings de protestation. Les organisateurs de ces meetings sont dénoncés comme des "contre-révolutionnaires", des saboteurs, des espions etc.

Au lieu de faire alliance avec la paysannerie, qui combat le retour des Blancs (tsaristes), et de respecter le slogan "**La terre aux paysans, l'usine à l'ouvrier**", le parti bolchevik déclenche l'hostilité générale de la paysannerie à son égard. Une fois le danger contre-révolutionnaire écarté, des révoltes armées embrasent le pays tout entier et parmi elles, celle du mouvement anarchiste makhnoviste.

En février 1921, soit un mois avant l'insurrection de Kronstadt, un rapport de la Tchéka (police politique bolchevik) dénombre 118 insurrections paysannes.

Le vent de révolte en 1921

Nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui aspirent à une véritable révolution, **la révolution sociale et socialiste**



Des marins à Kronstadt en 1921

¹ La dictature de la classe ouvrière ne peut être garantie que sous la forme de la dictature de son avant-garde, c'est-à-dire du Parti communiste (Résolution du XII^{ème} Congrès du Parti).

En effet, les travailleurs se sont rendu compte que la "Révolution d'octobre" leur a échappé !

Quand la décision gouvernementale du 22 janvier 1921 de réduire d'un tiers les rations de pain pour les citoyens est connue, elle fait l'effet d'une étincelle balancée sur un baril de poudre.

Grèves, manifestations et meetings se suivent, vite réprimés par les Koursantis (officiers de l'Armée rouge) et les unités spéciales de la Tchéka. Le mouvement prend une ampleur exceptionnelle à Petrograd.



Assemblée du soviet de Pétrograd

Les bolcheviks répondent par des arrestations et des fusillades. La plupart des mencheviks, Socialistes Révolutionnaires (S-R) et anarchistes encore en liberté sont arrêtés et rejoignent les centaines d'ouvriers déjà appréhendés.

Les marins de Kronstadt demandent des comptes

Les échos de ces événements sont parvenus à Kronstadt. Lors des premières grèves de Petrograd, les kronstadiens apprennent également que le pouvoir menace les ouvriers de l'intervention de "Kronstadt-la-Rouge", qui les forcerait à reprendre le travail s'ils continuaient à faire grève. Ainsi, les bolcheviks transformaient Kronstadt en épouvantail dans toute la Russie pour appuyer leur politique... Les marins envoient donc une délégation, afin de s'informer sur le caractère du mouvement.

Le 1er mars, un meeting a lieu à Kronstadt, rassemblant 16 000 personnes (environ le tiers de la population totale de l'île). Les représentants du gouvernement s'y font copieusement critiqués et la résolution du 28 février est adoptée (qui sera le "testament politique" de la Commune). Alors, par la bouche de Trotski et de Zinoviev, le Comité Central du Parti entame sa vieille rengaine et stigmatise aussitôt le mouvement comme une rébellion contre-révolutionnaire fomentée de l'étranger etc. Lénine écrit : *Il est absolument évident que c'est l'œuvre des socialistes-révolutionnaires et des gardes blancs de*

l'étranger [...], un mouvement petit-bourgeois anarchiste.

La Commune de Kronstadt : du 2 au 18 mars 1921

Le 2 mars, 300 délégués de toutes les unités militaires, des équipages et des fabriques, se réunissent dans le but d'élaborer les bases des nouvelles élections du Soviet. C'est le commencement de la Commune. Le 3 mars, paraît le premier numéro des *Izvestia* (Les Nouvelles) de Kronstadt, journal quotidien de la Commune jusqu'au 16 mars. Toutes les prises de position des insurgés y paraîtront.

Kronstadt se bat pour un véritable socialisme

Pendant dix jours et dix nuits harassantes, les kronstadiens tinrent bon contre le déferlement des assauts des bolcheviks. Pendant ce temps, le Petrograd ouvrier-socialiste (au sens réel du terme) et anarchiste est attaqué et soumis à la botte bolchevik. Les équipes de la Tchéka arrêtent tous les militants, les attroupements "de plus d'une personne" sont interdits !

Le 16 mars, l'ordre est donné de s'emparer de la forteresse coûte que coûte. Quand les forces gouvernementales parviennent à entrer dans Kronstadt, la bataille se transforme en combat de rue. Exténués par huit jours de résistance ininterrompue, affamés, à court de munitions, les kronstadiens décident d'évacuer la forteresse.

8 000 d'entre eux parviendront à se réfugier en Finlande. Ils seront arrêtés plus tard, à leur retour, et fusillés en nombre ou entassés dans des camps.

Les kronstadiens vont en effet être sauvagement pourchassés dans les rues de la ville, les blessés achevés sur place.



Un marin insurgé, interrogé par l'Armée rouge.

Dybenko, le nouveau commandant de Kronstadt nommé par le pouvoir, revendique 900 exécutions pour la première journée où l'ordre fut rétabli dans l'île. Les kronstadiens étaient devenus des témoins gênants des contradictions de la mal

nommée dictature du prolétariat, laquelle en fait s'avérait être la dictature sur le prolétariat !



'armée rouge franchissant la glace pour atteindre Kronstadt

La signification politique de Kronstadt

L'objectif des insurgés de Kronstadt était clairement une "troisième révolution". Cette troisième révolution fait suite à la première, contre le tsarisme, contre la noblesse féodale et l'autocratie et à la deuxième, contre la bourgeoisie, le parlementarisme et le capitalisme privé. La Troisième révolution se fera, elle, contre la dérive bureaucratique du parti et contre le capitalisme d'État. Elle envisage l'établissement d'un pouvoir des Conseils, sans parti guide.

Si les Kronstadiens ne cèdent pas aux sommations et ultimatums lancés par Trotski et ses sbires c'est donc parce qu'ils espèrent, jusqu'au dernier moment, que leur mouvement va servir de déclencheur à cette nouvelle révolution sociale.

Le caractère libertaire du mouvement

Le caractère libertaire et révolutionnaire de ce mouvement est à n'en pas douter, incontestable.

L'écrasement de la révolte de Kronstadt marque un tournant décisif dans la Révolution russe en ce sens qu'elle consacre l'instauration définitive du bolchevisme. Lénine en a profité pour mater *l'Opposition Ouvrière* au sein de son propre parti et pour imposer la Nouvelle Economie Politique...

Malgré sa brièveté, Kronstadt par sa dynamique de classe spontanée et la netteté de ses mots d'ordre s'affirme comme un jalon exemplaire dans la longue Histoire de la lutte anti-autoritaire et libertaire.

Edi NOBRAS



Kronstadt

INFOS

Librairie

2, rue Théodore Guiter - PERPIGNAN
(près de la place des poilus)

**Tous les samedis
de 15 à 19 heures**

antich@wanadoo.fr

Des permanences de la coordination des groupes Anarchistes
afin de rencontrer des militant-e-s et échanger idées et points de vue...

Des conférences, organisées par le groupe Puig Antich
de la Coordination des Groupes Anarchistes

En mars 2011 conférences – débat



*A Kronstadt,
il y a 90 ans déjà*

**Vendredi
18 Mars
2011**

18H30



***Autour de
l'anti-électorisme
Agir au lieu d'élire***

**Samedi
19 mars
2011**

15H30